

INTRODUCTION

Même en limitant l'analyse au champ strict de la scolarisation, les politiques d'éducation recouvrent un domaine si vaste qu'il peut paraître illusoire d'en proposer une synthèse. En effet, sur l'ensemble du territoire national, elles servent de cadre au fonctionnement de l'enseignement préélémentaire et élémentaire, des différents types d'enseignement secondaire (général, technique et professionnel) et des diverses formes d'enseignement supérieur (universités, grandes écoles, instituts universitaires de technologie...). Elles concernent en fait un ensemble de presque 15 millions d'élèves, d'apprentis et d'étudiants, d'un peu plus de 850 000 enseignants des premier et second degrés et d'environ 195 000 personnels administratifs, techniques, d'éducation et de surveillance. Elles s'appliquent en outre à une multitude de domaines spécialisés : la formation des maîtres, la définition des programmes, l'organisation des examens, la gestion des flux d'élèves, l'évaluation des apprentissages...

À cela, il faut ajouter que les réformes et les incitations au changement ont fortement augmenté au cours de ce dernier quart de siècle. Cet accroissement est la conséquence de la volonté d'élever le niveau général d'instruction et d'ouvrir l'enseignement secondaire et supérieur aux catégories les plus défavorisées de la population grâce à un ensemble de mesures qui concernent aussi bien la modification des procédures de sélection et d'orientation et l'attribution de moyens

Docun

supplémentaires à certains établissements que l'incitation à une transformation des méthodes pédagogiques. Mais les changements dans les programmes et la création de nouveaux dispositifs et de nouvelles actions résultent aussi de l'extension de la prise en charge éducative et sociale des élèves et du souci d'améliorer leur formation à la citoyenneté.

En outre, ces politiques ne relèvent plus du seul État central. La décentralisation encourage un foisonnement de politiques locales, alors que la globalisation renforce le rôle en matière d'éducation d'instances transnationales comme l'OCDE, supranationales comme l'Union européenne.

Or, si la diversité et la multiplication des politiques témoignent du dynamisme de l'action publique dans le domaine de l'éducation, elles ont pour effet de produire une image brouillée du fonctionnement du système scolaire. La difficulté à comprendre les logiques à l'œuvre dans les décisions et les effets de leur imbrication sur le terrain alimente des discours à caractère idéologique, renforce des positions de repli et de résistance à la base et conduit *in fine* à désespérer de la capacité du politique à transformer les réalités éducatives.

Analyser en détail chacune des réformes et des initiatives, même sur une période historique restreinte, n'est pas d'un grand secours à cet égard. Car ce qui manque le plus pour se repérer dans cet univers pourtant si familier – comparativement à celui des politiques monétaires ou même des politiques de l'emploi ou de la santé – et néanmoins si complexe, ce ne sont pas des commentaires des lois et des dispositifs ni des chronologies des intentions et des réalisations, mais des cadres et des outils pour penser leurs articulations.

Docun

C'est dans cette intention que cet ouvrage a été conçu. Il entend en effet non pas présenter l'ensemble ni même une sélection raisonnée des politiques, mais fournir une grille de lecture de leur construction et de leur mise en pratique. Le plan du livre reflète ce parti pris analytique. Il débute par une présentation synthétique des approches, des modèles et des démarches qui ont été développés pour étudier les politiques d'éducation. L'analyse à proprement parler des *politiques d'éducation* en France commence par l'étude des idées et des valeurs qui orientent les choix éducatifs, de leurs traductions politiques et de l'influence des points de vue émanant de différentes catégories d'acteurs. Cette perspective cognitive et normative est complétée par une approche organisationnelle qui examine le degré d'autonomie des dirigeants nationaux, les instances et les modes de négociation au sommet ainsi que le fonctionnement de l'administration. L'analyse de la gestion territoriale, de la mise en œuvre des politiques dans les établissements d'enseignement et du rôle de l'évaluation clôt cet examen des différentes composantes de l'État enseignant en action.

Docun téléchargé depuis www.cairn.info - Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) - IP
102.164.131.98 - 05/14/2024 06:39 - © Presses Universitaires de France

Docun

nent téléchargé depuis www.cairn.info - Université Cheikh Anta Diop de Dakar (UCAD) - IP
102.164.131.98 - 05/14/2024 06:39 - © Presses Universitaires de France